PROCÈS-VERBAL

SÉANCE RÉGULIÈRE DU CONSEIL MUNICIPAL

13 janvier 2025 – 19 h 30, réunion CM2025-01

Lors d'une séance régulière du conseil municipal du 13 janvier 2025 à 19 h 30, formant quorum sous la présidence de la mairesse, Madame Pamela B. Steen, et à laquelle sont présents les élu.es suivant.e.s :

Gilbert Ferland	Rock Simard	Nancy Picard
	Jean-Marie Lefebvre	Daniel Laflèche

Le conseiller Mathieu Laliberté est absent.

Est également présent :

Étienne Loignon-Buteau, directeur général et greffier-trésorier.

1. OUVERTURE DE LA SÉANCE

La mairesse Madame Pamela B. Steen déclare la séance ouverte et souhaite la bienvenue aux membres du conseil. Il est 19 h 30.

2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Lecture de la proposition de l'ordre du jour du 13 janvier 2025.

Rés. 2025-01-01

Proposée par Jean-Marie Lefebvre appuyée par Gilbert Ferland et **adopté à l'unanimité** l'ordre du jour tel que déposé.

3. ADOPTION DES PROCÈS-VERBAUX DE DÉCEMBRE 2024

Rés. 2025-01-02

L'adoption des procès-verbaux du 2 et du 16 décembre 2024, tel que présentés, est proposée par Jean-Marie Lefebvre, appuyée par Rock Simard et **adopté à l'unanimité** en modifiant le point suivant :

5.2 du procès-verbal du 2 décembre : il faut lire demande une réduction de vitesse sur le chemin **Stage**.

4. RAPPORT DE LA PERMANENCE

4.1 RAPPORT DE L'INSPECTEUR EN BÂTIMENT ET EN ENVIRONNEMENT

Monsieur Lamine Med-Dahmane, l'inspecteur en bâtiment et en environnement, dépose son rapport mensuel.

CONSIDÉRANT que la compagnie Urbatek dépose au conseil la facture no 2033 d'un montant 2 115,90 \$, avant taxes, représentant 33,75 heures réalisées et 36 kilomètres de déplacement en novembre 2024 ;

Rés. 2025-01-03

Proposé par Gilbert Ferland, appuyé par Jean-Marie Lefebvre, **adopté à l'unanimité**, et résolu :

DE payer, à la compagnie Urbatek, la facture no 20233 d'un montant de 2 432,76\$, taxes incluses, pour services d'inspection municipale rendus en novembre 2024.

4.2 RAPPORT DE L'INSPECTEUR EN VOIRIE

Monsieur Brian Curtis, l'inspecteur en voirie, dépose son rapport mensuel. Copie du rapport est annexée aux présentes pour en faire partie intégrante.

L'inspecteur en voirie présente les dépenses réalisées dans le cadre de sa délégation de pouvoir pour le mois de décembre 2024.

Frais de déplacements 110,16 \$

Rés. 2025-01-04

Proposé par Gilbert Ferland, appuyé par Rock Simard, **adopté à l'unanimité**, et résolu :

DE rembourser, à Monsieur Brian Curtis, ses frais de déplacement d'un montant de 110,16 \$, taxes incluses.

4.2.1 RAPPORT DE L'ÉTAT DES CHEMINS

L'inspecteur Brian Curtis dépose son rapport annuel de l'état du réseau routier 2024.

4.3 DIRECTION GÉNÉRALE - RAPPORT

M. Étienne Loignon-Buteau, directeur général et greffier-trésorier, fait son rapport mensuel aux membres du conseil.

4.3.1 ADJOINT À L'ADMINISTRATION, AUX COMMUNICATIONS ET AUX RELATIONS AVEC LES CITOYENS – FIN DE LA PROBATION

CONSIDÉRANT que le conseil municipal avait mandaté la direction générale d'embaucher une personne pour combler le poste vacant à la réception;

CONSIDÉRANT que dans le cadre d'une restructuration organisationnelle, le poste d'adjoint(e) à l'administration, aux communications et aux relations avec les citoyens a été créé;

CONSIDÉRANT que l'offre d'emploi a été publiée et qu'un processus d'embauche a été fait en collaboration avec le comité RH ;

CONSIDÉRANT que la candidature de M. Lambert Chavannes a été retenue et qu'elle a été soumise aux membres du conseil pour une probation de 3 mois ;

CONSIDÉRANT que la probation de M. Chavannes se terminait le 30 décembre 2024 ;

Rés. 2025-01-05

Proposé par Gilbert Ferland, appuyé par Jean-Marie Lefebvre , **adopté** à l'unanimité, et résolu :

DE mettre fin à la probation de M. Lambert Chavannes en date du 20 décembre 2024 ;

DE ne pas lui offrir de poste permanent comme adjoint à l'administration, aux communications et aux relations avec les citoyens.

4.4.2 INSPECTEUR EN VOIRIE ET OPÉRATEUR - EMBAUCHE

CONSIDÉRANT que l'inspecteur en voirie Brian Curtis prend sa retraite à partir du 31 décembre 2024;

CONSIDÉRANT que le conseil municipal a mandaté la direction générale d'embaucher une personne pour combler le poste d'inspecteur à la voirie et opérateur de niveleuse;

CONSIDÉRANT que l'offre d'emploi a été publiée à différents endroits et qu'un processus d'embauche a été fait en collaboration avec le comité RH ;

CONSIDÉRANT que la candidature de M. Marc-André Cabana a été retenue et qu'elle a été soumise aux membres du conseil pour un contrat de 2 ans avec probation d'un an ;

Rés. 2025-01-06

Proposé par Gilbert Ferland, appuyé par Jean-Marie Lefebvre , **adopté** à l'unanimité, et résolu :

D'embaucher M. Marc-André Cabana à titre d'inspecteur en voirie et opérateur de niveleuse toujours conditionnel à la réussite de la probation et selon les conditions présentées au conseil par le comité RH.

4.4.3 POLITIQUE DE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'ACTIVITÉS SPORTIVES

Des précisions sont faites sur les activités remboursables dans cette politique.

4.4 RAPPORT DE LA GREFFE ET DES PROJETS

L'agente de projet dépose son rapport mensuel aux membres du conseil. Des questions sont posées. Les réponses sont données par la direction générale et la mairesse.

5. CORRESPONDANCE

5.1 COUVERTURE CELLULAIRE

CONSIDÉRANT que la couverture cellulaire demeure insuffisante dans plusieurs régions du Québec, limitant l'accès à un service essentiel pour les résidents et visiteurs;

CONSIDÉRANT que le gouvernement du Québec s'est engagé à déployer une couverture cellulaire complète sur l'ensemble du territoire d'ici octobre 2026, reconnaissant son importance pour la qualité de vie des citoyens et le développement socioéconomique, particulièrement dans un contexte où l'automatisation devient une solution incontournable face à la pénurie de main-d'œuvre;

CONSIDÉRANT que des services cellulaires fiables sont indispensables pour garantir l'accès à l'information, aux services de santé, et aux interventions de sécurité publique, et qu'une couverture déficiente compromet la sécurité des personnes dans les zones à couverture limitée ou en itinérance, notamment en cas d'urgence nécessitant une intervention rapide des premiers répondants;

CONSIDÉRANT que la procédure CPC-2-0-17 du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) impose des conditions de licence aux fournisseurs de services cellulaires (FSC), notamment l'itinérance obligatoire, le partage des pylônes et l'interdiction d'exclusivité d'emplacements, afin de favoriser l'accès au réseau pour les abonnés d'un autre FSC lorsqu'un service est disponible;

CONSIDÉRANT que cette même procédure n'oblige toutefois pas les FSC à solliciter le service d'un autre fournisseur en cas de couverture inexistante dans une région donnée, limitant ainsi la portée de la mesure;

CONSIDÉRANT que le gouvernement du Québec et le CRTC octroient des subventions importantes aux entreprises de télécommunications pour la construction de nouvelles infrastructures cellulaires afin d'améliorer la couverture en région;

CONSIDÉRANT que malgré la présence de plus de 8 500 tours cellulaires sur le territoire québécois, l'exclusivité de l'utilisation de ces tours par un seul FSC limite l'accès pour d'autres fournisseurs et constitue un obstacle majeur au déploiement d'une couverture cellulaire optimale pour l'ensemble de la population;

Rés. 2025-01-07

Proposé par Rock Simard, appuyé par Jean-Marie Lefebvre, adopté à l'unanimité, et résolu :

DE demander au Parti libéral du Canada, au Parti conservateur du Canada, au Nouveau parti démocratique du Canada et au Bloc québécois :

- D'inclure dans leur plateforme électorale pour la prochaine élection fédérale l'obligation pour la totalité des compagnies de services cellulaires de conclure des ententes d'itinérance afin que les clients de services cellulaires, peu importe leur fournisseur, puissent bénéficier de la présence de sites cellulaires dans la région où ils se trouvent;

DE transmettre copie de cette résolution au ministre des Finances du Québec, M. Eric Girard, responsable de la réalisation de l'engagement gouvernemental d'assurer le service cellulaire dans la totalité du territoire habité dans le présent mandat;

DE transmettre copie de cette résolution aux dirigeants des entreprises de télécommunication, notamment BCE (Bell), Vidéotron, Rogers, TELUS et COGECO.

5.2 FACTURATION AUX MUNICIPALITÉS DESSERVIES PAR LES SERVICES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC

CONSIDÉRANT que les municipalités desservies par la Sûreté du Québec viennent de recevoir leur facture pour l'année 2025;

CONSIDÉRANT que la moyenne des augmentations annoncées s'établit à 6,47 %, mais que les hausses pour plusieurs municipalités sont beaucoup plus importantes, voire considérables;

CONSIDÉRANT que la facture 2025 marque la fin de la période transitoire pour mener à un partage de 50-50 de la facture pour les services de la Sûreté du Québec, entre le Gouvernement et les municipalités. Une période caractérisée par l'établissement d'un plafond d'augmentation à 7 % et d'un plancher à 2 %;

CONSIDÉRANT que lors des négociations de la nouvelle formule en 2019, les autorités du ministère de la Sécurité publique avaient assuré à ses partenaires municipaux que les augmentations seraient d'environ 3 % par année une fois la période transitoire terminée et que cette formule mettrait le monde municipal à l'abri de hausses de la nature de celles qui sont annoncées en 2025;

CONSIDÉRANT que le taux d'inflation est maintenant de moins de 2 %;

CONSIDÉRANT que les médias ont récemment fait état de la gestion du temps supplémentaire des policiers dans les régions, qui occasionne une pression importante sur le coût global du service de la Sûreté du Québec facturé aux municipalités;

CONSIDÉRANT les questions légitimes de plusieurs élus concernant l'impact réel du nombre de postes de policiers non comblés et du recours important au temps supplémentaire alors qu'un service de police efficace demande de la stabilité et une présence communautaire développée de longue haleine;

CONSIDÉRANT la hausse inconsidérée des coûts de la Sûreté du Québec et leur impact sur la facture imposée aux municipalités;

CONSIDÉRANT que le monde municipal n'est pas impliqué dans la détermination des conditions de travail des policiers et la gestion de la Sûreté du Québec;

CONSIDÉRANT que le montant total facturé aux municipalités pour 2025 s'élève à plus de 444,8 M\$, un montant considérable qui devrait donner aux municipalités un droit de regard sur la gestion de ces services.

Rés. 2025-01-08

Proposé par Nancy Picard, appuyé par Rock Simard, adopté à l'unanimité, et résolu :

QUE la municipalité de Stanstead-Est demande au ministre de la Sécurité publique, M. François Bonnardel :

- De mandater une firme externe pour analyser la gestion de la Sûreté du Québec à l'instar de la démarche effectuée auprès des sociétés municipales de transport et qui a permis d'identifier des pistes de solutions pour économiser plusieurs centaines de millions de dollars;
- De conserver un plafond et un plancher pour l'augmentation des factures dans la formule permanente comme dans la formule transitoire tant que l'analyse n'aura pas permis d'identifier des moyens pour contrôler la hausse inconsidérée du coût des services de la Sûreté du Québec.

DE transmettre copie au député de la circonscription de Saint-François, Mme Geneviève Hébert, à la directrice générale de la Sûreté du Québec, Mme Johanne Beausoleil et au président de la Fédération québécoise des municipalités (FQM), M. Jacques Demers.

5.3 COMMÉMORATION DU DRAPEAU

Personne n'est disponible pour se rendre à l'événement organisé par la Société nationale de l'Estrie, le SNE.

5.4 RÈGLEMENT 2024-06- CORRECTION CLÉRICALE

CONSIDÉRANT qu'en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), le Conseil de la Municipalité peut modifier son plan d'urbanisme ;

CONSIDÉRANT qu'à la suite de l'adoption du projet de loi 67 par le gouvernement provincial, les municipalités ont désormais l'obligation d'identifier les îlots de chaleur présent sur le territoire ;

CONSIDÉRANT qu'en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1), article 109.1, le processus de modification du plan d'urbanisme doit débiter par l'adoption d'un projet de règlement modificateur ;

CONSIDÉRANT qu'un avis de motion a été donné par Mathieu Laliberté à la séance du septembre 2024 ;

CONSIDÉRANT qu'une consultation publique a eu lieu le 4 novembre 2024 et qu'aucune modification n'y a été apportée ;

CONSIDÉRANT que conformément à la procédure, le règlement 2024-06 a été soumis à la MRC de Coaticook pour l'obtention d'un avis de conformité ;

CONSIDÉRANT qu'après vérification il appert qu'à l'article 3 du règlement 2024-06 (modifiant le plan d'urbanisme), il manque le premier alinéa, qui mentionne ce qui suit :

La numérotation du chapitre 9 « Dispositions déclaratoires et finales » du plan d'urbanisme no 2016-03, est modifiée pour devenir le chapitre 10.

CONSIDÉRANT que cette omission est considérée comme une erreur cléricale et de reproduction et que celle-ci ne change en rien le niveau de normes imposées envers les citoyens ;

CONSIDÉRANT que l'article 202.1 du *Code municipal du Québec* (RLRQ, chapitre C-27.1) le greffier-trésorier est autorisé à modifier un procès-verbal, un règlement, une résolution, une ordonnance ou un autre acte du conseil pour y corriger une erreur qui apparaît de façon évidente à la simple lecture des documents soumis à l'appui de la décision prise ;

CONSIDÉRANT que dans un tel cas, le greffier-trésorier doit joindre à l'original du document modifié un document indiquant la correction effectuée et déposer ce document à la prochaine séance du conseil, une copie du document modifié et du procès-verbal de correction ;

Rés. 2025-01-09

Proposé par Nancy Picard, appuyé par Gilbert Ferland, adopté à l'unanimité, et résolu :

DE modifier, conformément à l'article 202.1 du *Code municipal du Québec* (RLRQ, chapitre C-27.1), le libellé de l'article 3 du *Règlement 2024-06* (modifiant le plan d'urbanisme) afin d'y corriger une erreur qui y apparaît de façon évidente à la simple lecture du document et il se lira dorénavant comme suit :

La numérotation du chapitre 9 « Dispositions déclaratoires et finales » du plan d'urbanisme no 2016-03, est modifiée pour devenir le chapitre 10. Les articles 9.1, 9.2 et 9.3, changent également de numérotation, respectivement par 10.1, 10.2, 10.3.

La nature de ce chapitre et de son contenu n'est pas autrement modifiée. L'idée étant de garder les dispositions déclaratoires et finales comme dernier chapitre du plan d'urbanisme, tout en insérant conformément à l'article 4 un nouveau chapitre au plan d'urbanisme.

DE transférer la présente résolution à la MRC de Coaticook pour qu'elle fasse partie intégrante du *Règlement no 2024-06 modifiant le plan d'urbanisme (2016-03) afin de se conformer aux exigences du Projet de Loi 67 (PL-67)* et le rende conforme ;

D'enregistrer et copier ladite correction au Livre des règlements de la MRC, et en conséquence, signé par la mairesse et le greffier-trésorier, et déposé sous la garde du greffier-trésorier.

6. RAPPORT DES COMITÉS

6.1 RAPPORT DU MAIRE

La mairesse Pamela B. Steen fait son rapport.

6.1.1 FORMATION DES COMITÉS

Les responsables des divers comités 2025 sont ;

Comité de la sécurité publique : Mathieu Laliberté occupera la présidence du service incendie; et Rock Simard en occupera la vice-présidence ;

Comité des chemins : Gilbert Ferland occupera la présidence et la mairesse Pamela B. Steen en occupera la vice-présidence;

Comité d'urbanisme, du CCU et du comité des demandes de démolition de bâtiment : Nancy Picard occupera la présidence, Daniel Laflèche en occupera la vice-présidence et Gilbert Ferland sera un membre élu ;

Comité de l'environnement et responsable de la Régie des déchets : Rock Simard occupera la présidence et Daniel Laflèche en occupera la vice-présidence;

Comité MADA / Famille et Stratégie d'accueil : Jean-Marie Lefebvre occupera la présidence;

Comité Loisirs et culture : Gilbert Ferland occupera la présidence;

Comité ressources humaines : Mathieu Laliberté occupera la présidence, Nancy Picard occupera la vice-présidence et Jean-Marie Lefebvre sera un membre élu ;

Comité du parc : Daniel Laflèche occupera la présidence, Gilbert Ferland en occupera la vice-présidence et Jean-Marie Lefebvre sera un membre élu ;

Comité Ouverture de Parc : Gilbert Ferland occupera la présidence, Rock Simard en occupera la vice-présidence, et Daniel Laflèche sera un membre élu à titre de président du comité parc.

Nancy Picard sera la pro-mairesse.

6.2 RAPPORT DU COMITÉ DES CHEMINS

Le conseiller Gilbert Ferland fait son rapport.

6.3 RAPPORT DU COMITÉ D'URBANISME

La conseillère Nancy Picard fait son rapport.

6.4 RAPPORT DU COMITÉ ENVIRONNEMENT – RÉGIE DES DÉCHETS

Le conseiller Rock Simard fait son rapport.

6.5 RAPPORT COMITÉ SÉCURITÉ PUBLIQUE – INCENDIE et AMBULANCE

Le conseiller Mathieu Laliberté est absent .

6.6 RAPPORT COMITÉ MADA ET FAMILLE

Le conseiller Jean-Marie Lefebvre n'a rien à signaler.

6.7 RAPPORT COMITÉ LOISIRS/ CULTURE

Le conseiller Gilbert Ferland n'a rien à signaler.

6.8 RAPPORT COMITÉ DU PARC

Le conseiller Gilbert Ferland fait son rapport.

7 PRÉSENTATION DES COMPTES

7.1 DÉLÉGATION DE POUVOIR DIRECTION GÉNÉRALE

Le directeur général et greffier-trésorier présente au conseil les dépenses effectuées en décembre 2024 dans le cadre de sa délégation de pouvoir.

Brunelle électronique	373,88 \$
Étienne Loignon-Buteau	129,64 \$
MRC de Coaticook	1 732,52 \$
Lambert Chavannes	122,91 \$

Rés. 2025-01-10

Proposé par Jean-Marie Lefebvre, appuyé par Gilbert Ferland **adopté** à l'unanimité, et résolu :

D'approuver les dépenses décrites ci-dessus et effectuées par le directeur général et greffier-trésorier dans le cadre de sa délégation de pouvoir.

7.2 ADOPTION COMPTES DÉJÀ PAYÉS ET À PAYER

CONSIDÉRANT que le greffier-trésorier dépose la liste des comptes déjà payés, en décembre 2024, d'un montant total de 181 824,87 \$;

CONSIDÉRANT que le conseil de la municipalité de Stanstead-Est prend en compte la liste des comptes à payer en janvier 2025, pour un montant total de 7 769,09 \$;

Rés. 2025-01-11

Proposé par Daniel Lafèche appuyé par Nancy Picard **adopté** à l'unanimité, et résolu :

D'approuver les comptes tels que décrits dans ladite liste, d'en autoriser leur paiement conformément aux autorisations des dépenses, et en conséquence une telle approbation vaut pour chacune des catégories de fonctions, catégorie par catégorie.

8 DÉPENSES ET ENGAGEMENTS DE CRÉDITS

8.1 MAISON DE LA FAMILLE – DEMANDE DE SOUTIEN

CONSIDÉRANT que pour le bénéfice de la population de Stanstead-Est et de la région environnante, le conseil désire encourager certains organismes pour souligner leur contribution au dynamisme de la vie communautaire,

Rés. 2025-01-12

Proposé par Jean-Marie Lefebvre appuyé par Gilbert Ferland **adopté** à l'unanimité, et résolu :

D'accorder un soutien financier de 200 \$ à la Maison de la famille de la MRC de Coaticook pour l'année 2025.

- 8.2 MUSEE COLBY-CURTIS -- DEMANDE DE SOUTIEN**
- Rés. 2025-01-13** Proposé par Jean-Marie Lefebvre appuyé par Rock Simard **adopté** à l'unanimité, et résolu :
- D'accorder un soutien financier de 250 \$ au Musée Colby-Curtis et la Société historique de Stanstead, pour l'année 2025**
- 8.3 CERCLE DES FERMIÈRES- DEMANDE DE SOUTIEN**
- Rés. 2025-01-14** Proposé par Rock Simard appuyé par Gilbert Ferland **adopté** à l'unanimité, et résolu :
- D'accorder un soutien financier de 150 \$ au Cercle des fermières de Stanstead pour l'année 2025.**
- 8.4 ACCRO À LA VIE - DEMANDE DE SOUTIEN**
- Rés. 2025-01-15** Proposé par Nancy Picard appuyé par Daniel Laflèche **adopté** à l'unanimité, et résolu :
- D'autoriser un soutien financier de 150 \$ à la Maison des jeunes de Coaticook dans le cadre de leur projet spectacle bénéfice 2025 : Accro à la vie !**
- 8.5 SENTIER TOMIFOBIA - DEMANDE DE SOUTIEN**
- Rés. 2025-01-16** Proposé par Nancy Picard appuyé par Rock Simard **adopté** à l'unanimité, et résolu :
- D'autoriser un soutien financier de 500 \$ à Sentier Tomifobia pour l'année 2025.**
- 8.6 HASKELL LIBRARY- DEMANDE DE SOUTIEN**
- Rés. 2025-01-17** Proposé par Jean-Marie Lefebvre appuyé par Daniel Laflèche **adopté** à l'unanimité, et résolu :
- D'autoriser un soutien financier de 500 \$ à La Bibliothèque et Salle d'Opéra Haskell pour l'année 2025.**
- 8.7 MARCHÉ LOCAL DE STANSTEAD- DEMANDE DE SOUTIEN**
- Rés. 2025-01-18** Proposé par Rock Simard appuyé par Gilbert Ferland **adopté** à l'unanimité, et résolu :
- DE ne pas accorder de soutien financier le Marché local de Stanstead pour l'année 2025.**
- 8.8 FESTI MUSIK STANSTEAD - DEMANDE DE SOUTIEN**
- Rés. 2025-01-19** Proposé par Jean-Marie Lefebvre appuyé par Gilbert Ferland **adopté** à l'unanimité, et résolu :
- D'autoriser un soutien financier de 250 \$ au FestiMusik Stanstead pour l'année 2025.**
- 8.9 BIATHLON ESTRIE - DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER**
- Rés. 2025-01-20** Proposé par Rock Simard appuyé par Gilbert Ferland **adopté** à l'unanimité, et résolu :
- DE ne pas accorder de soutien financier à Biathlon Estrie pour l'année 2025.**
- 8.10 FACTURE RESSOURCERIE**
- Après vérification, la facture en date du 01-10-2024, no 485485 de la Ressourcerie de Frontières est imputée à ville de Stanstead.
- 8.11 RAYMOND CHABOT – FACTURE**
- CONSIDÉRANT** que le groupe Raymond Chabot Grant Thornton présente, en date du 16 décembre 2024, la facture progressive no 2935740, d'un montant de 3200 \$, taxes non incluses, pour la mission audit 2024 ;
- Rés. 2025-01-21** Proposé par Jean-Marie Lefebvre appuyé par Gilbert Ferland **adopté** à l'unanimité, et résolu :
- DE payer le montant total de 3 679,20 \$, taxes incluses, à groupe Raymond**

Chabot Grant Thornton pour services rendus.

8.12 RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON - HONORAIRE

CONSIDÉRANT qu'à la suite des travaux préparatoires de novembre pour l'audit 2024, la firme d'audit Raymond Chabot Grant dépose une projection d'assistance comptable évaluée entre 1 700 \$ et 2 300 \$, taxes non comprises ;

Rés. 2025-01-22

Proposé par Rock Simard , appuyé par Gilbert Ferland, **adopté** à l'unanimité, et résolu :

D' l'évaluation d'assistance comptable déposée par la firme d'audit Raymond Chabot Grant.

8.13 LUSSIER ET FILS – FACTURES

CONSIDÉRANT que Lussier & Fils dépose :

- La facture no 2215, en date du 19/12/24, d'un montant de 3 801,81 \$, avant taxes, représentant le paiement #7 qui inclut un ajustement des ODC-01 et ODC-02, des travaux non réalisés inclus et des travaux non réalisés dans l'appel d'offres 2023-01 ;
- La demande de libération de la retenue de 10%, no 2216, d'un montant de 35 529,11 \$, avant taxes, représentant la finalisation de l'engagement contractuel de l'entrepreneur ;

CONSIDÉRANT que la firme d'architecture Mire responsable de la surveillance des travaux dépose les certificats de paiement :

- No 7 validant la réalisation des travaux pour la facture no 2215 ;
- No 8 autorisant la demande de libération de retenue no 2216 avec mention que les travaux ont été exécutés conformément aux documents du marché et que les montants dus aux sous-traitants et aux fournisseurs ont été dûment honorés ;

Rés. 2025-01-23

Proposé par Jean-Marie Lefebvre appuyé par Daniel Laflèche, **adopté** à l'unanimité, et résolu :

DE payer à LUSSIER ET FILS : la facture no 2215, d'un montant de 4 371,13 \$, taxes incluses, et la facture no 2216, d'un montant de 40 849,60 \$, taxes incluses ;

QUE les factures no 2215 et 2216 feront partie intégrante de la reddition de compte qui sera réalisée par la MRC de Coaticook pour le compte de la Municipalité de Stanstead-Est dans le cadre du programme PSMMPI octroyer par le ministère du patrimoine du Québec.

8.14 COGESAF – FACTURE

CONSIDÉRANT l'adoption de la résolution 2024-04-066 ;

CONSIDÉRANT que le COGESAF dépose la facture no 1750, d'un montant de 6 734,00 \$, taxes non incluses, représentant la (3^e) troisième année d'un protocole de (4) quatre ans élaborés par l'organisme dans le cadre du contrôle de l'espèce envahissante Renouée du Japon présente dans le secteur du corridor écologique Tomifobia, habitat de l'espèce menacées tortue des bois ;

Rés. 2025-01-24

Proposé par Gilbert Ferland, appuyé par Rock Simard , **adopté** à l'unanimité, et résolu :

DE payer à COGESAF la facture 1750, d'un montant total de 7 742,42 \$, taxes incluses, pour services rendus ;

QUE la facture no 17750 sera transmise à MRC de Coaticook dans le cadre de la reddition de compte de la demande de FVMV.

8.15 TELMATIK – FACTURE

CONSIDÉRANT que TELMATIK, système d'alerte en sécurité publique et en notifications citoyens, dépose la facture C01131, d'un montant de 1 500 \$, avant taxes, couvrant la période de services entre le 2024-12-01 et le 2025-11-30 ;

Rés. 2025-01-25

Proposé par Gilbert Ferland, appuyé par Rock Simard , **adopté** à l'unanimité, et résolu :

DE payer à TELMATIK la facture C01131, d'un montant de 1 724,63 \$, taxes incluses, représentant les frais de services pour l'année 2025.

8.16 SYSTÈME GEDOC INC– FACTURE

CONSIDÉRANT que la compagnie Système Gedoc Inc. présente la facture de no 1364 d'un montant de 1 500,00 \$, taxes non incluses, pour la gestion documentaire et d'archivage pour l'année 2024 ;

Rés. 2025-01-26

Proposé par Daniel Laflèche, appuyé par Gilbert Ferland, **adopté** à l'unanimité, et résolu :

DE payer à GEDOC la facture 1364, d'un montant de 1 693,48 \$, taxes incluses, pour services rendus.

8.17 ARCHIVEXPERT– FACTURE

CONSIDÉRANT qu'ARCHIVEXPERT, qui entrepose certains documents pour la municipalité de Stanstead-Est, présente la facture 5368 d'un montant de 1 177,25\$, taxes non incluses ;

Rés. 2025-01-027

Proposé par Jean-Marie Lefebvre, appuyé par Nancy Picard, **adopté** à l'unanimité, et résolu :

DE payer à ARCHIVEXPERT la facture 5368, d'un montant total de 1 353,54 \$, taxes incluses, représentant le service d'entreposage des documents municipaux pour 2024.

8.18 TAIGA COMMUNICATIONS - FACTURE

CONSIDÉRANT que l'entreprise TAÏGA communications, mandatée pour la réalisation du site web municipal, dépose la facture 24312, d'un montant de 1 800\$, taxes non incluses, représentant l'avancement des travaux de réalisation en date du 20-Déc-2024 ;

Rés. 2025-01-28

Proposé par Jean-Marie Lefebvre, appuyé par Nancy Picard, **adopté** à l'unanimité, et résolu :

DE payer à TAÏGA communications la facture 24312, d'un montant de 2 069,55 \$, taxes incluses, pour services rendus.

8.19 CAUCA – ENTENTE INTERMUNICIPALE

Le conseil demande plus d'informations avant de traiter. Ce point est reporté à une séance ultérieure.

8.20 TP QUÉBEC- FORMATION

CONSIDÉRANT que TPQUEBEC propose la formation virtuelle *ABC entretien des travaux publics* sous format de 5 modules de 4 heures, visant à permettre l'acquisition des notions en planification, en gestion des urgences et des risques, sur les obligations municipales et les bonnes pratiques au nouvel inspecteur Municipal, M. Marc-André Cabana ;

CONSIDÉRANT que le prix de cette formation, adhésion associative annuelle incluse, est 700 \$, taxes non incluses ;

Rés. 2025-01-29

Proposé par Jean-Marie Lefebvre, appuyé par Nancy Picard, **adopté** à l'unanimité, et résolu :

D'inscrire l'inspecteur en voirie M. Marc-André Cabana, à la formation ABC entretien des travaux publics offerte par TP QUEBEC, pour un montant total de 804,82 \$, taxes incluses, incluant l'adhésion associative pour l'année 2025.

9 AVIS DE MOTION

9.1 AVIS DE MOTION – RÈG 2025-02

AVIS DE MOTION est donné par Mathieu Laliberté qu'à la prochaine séance régulière de ce conseil, il sera présenté, pour adoption, le règlement 2025-02 sur les pouvoirs et obligations du directeur général et greffier-trésorier.

10 RÈGLEMENT

10.1 RÈGLEMENT 2025-01

CONSIDÉRANT que ce conseil a adopté lors de la séance régulière du 16 décembre 2024 les prévisions budgétaires 2025 de la Municipalité de Stanstead-Est ;

CONSIDÉRANT qu'afin de se procurer les sommes nécessaires pour réaliser ces prévisions budgétaires, il est de l'intérêt de la municipalité de décréter par

règlement les différentes taxes, tarifs, compensations ainsi que leur mode de paiement pour l'année 2025 ;

CONSIDÉRANT qu'en vertu de l'article 988 et suivants du *Code municipal du Québec*, toutes taxes doivent être imposées par règlement ;

CONSIDÉRANT qu'en vertu de l'article 244.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale*, une municipalité locale peut, par règlement, imposer un tarif pour financer les services qu'elle offre ;

CONSIDÉRANT qu'un avis de motion du présent règlement a été donné par Mathieu Laliberté à la séance régulière du conseil tenue le 2 décembre 2024 ;

Rés. 2025-01-30

Proposé par Jean-Marie Lefebvre, appuyé par Rock Simard, **adoptée** à l'unanimité, et résolu ;

ARTICLE 1

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement;

ARTICLE 2

Le présent règlement décrète les taxes foncières générale, agricole et forestière, service de la Sûreté du Québec, MRC de Coaticook, les tarifs pour la cueillette transport et enfouissement des matières résiduelles, des matières recyclables, des matières putréfiables et plastiques agricoles, de vidange et de disposition des boues septique, ainsi que leur mode de paiement pour 2025.

ARTICLE 3 TAXE GÉNÉRALE SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Il est par le présent règlement, imposé et il est prélevé sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de la Municipalité de Stanstead-Est, une taxe foncière générale de **0,2375 du cent dollars (100\$)** d'évaluation d'après leur valeur imposable telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation en vigueur en 2025.

ARTICLE 4 TAXE POUR LE SERVICE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC

Il est par le présent règlement, imposé et il est prélevé sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de la Municipalité de Stanstead-Est, une taxe pour le service de la Sûreté du Québec de **0,0553 \$ du cent dollars (100\$)** d'évaluation d'après leur valeur imposable telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation en vigueur en 2025.

ARTICLE 5 TAXE POUR LA MRC COATICOOK

Il est par le présent règlement, imposé et il est prélevé sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de la Municipalité de Stanstead-Est, une taxe pour la quote-part de la MRC de Coaticook de **0,0630 \$ du cent dollars (100\$)** d'évaluation d'après leur valeur imposable telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation en vigueur en 2025.

ARTICLE 6 TARIF POUR LA CUEILLETTE, LE TRANSPORT ET L'ENFOUISSEMENT DES MATIÈRES RÉSIDUELLES ET PUTRÉFIABLES

Le tarif pour le service de collecte, transport et enfouissement des déchets domestiques, des gros rebuts (matières résiduelles) et des matières putréfiables pour 2025 est fixé à **136,00 \$ par unité** de logement, fermes, commerces résidentiels et autres locaux, desservis ou pouvant bénéficier du service, conformément au rôle d'évaluation en vigueur.

ARTICLE 7 TARIF POUR L'ENLÈVEMENT ET LE TRANSPORT DE LA CUEILLETTE SÉLECTIVE

Le tarif pour le service de l'enlèvement et du transport de la récupération pour l'année 2025 est fixé à **34,00 \$ par unité** de logement, fermes, commerces résidentiels et autres locaux, desservis ou pouvant bénéficier du service, conformément au rôle d'évaluation en vigueur.

ARTICLE 8 TARIF POUR LE SERVICE DE VIDANGE ET DE DISPOSITION DES BOUES SEPTIQUES

Le tarif pour le service de vidange sélective et disposition des boues septiques pour l'année 2025 est fixé à :

- **130,75 \$ par unité de logement** conformément au rôle d'évaluation en vigueur, utilisée à des fins d'habitation, d'exploitation agricole, de commerce, d'industrie ou autres locaux et qui n'est pas raccordée à un réseau d'égout sanitaire ou combiné autorisé en vertu de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (L.R.Q., c. Q-2) ;

- **65,33 \$ par unité de chalet** conformément au rôle d'évaluation en vigueur, utilisée à des fins d'habitation, d'exploitation agricole, de commerce, d'industrie ou autres locaux et qui n'est pas raccordée à un réseau d'égout sanitaire ou combiné autorisé en vertu de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (L.R.Q., c. Q-2) ;
- **133,18 \$** sera exigé en extra, pour une vidange complète exigée par le citoyen ;
- **133,18 \$** sera exigé en extra, pour une vidange complète exigé pour les puisards ;
- **131,23 \$** sera exigé en extra, après service rendu, pour tout frais de déplacement inutile ou pour une fosse non dégagée.
- **425,20 \$** sera exigé en extra, pour une vidange en urgence (en moins de 36h)
- **70,00 \$/ m³** sera exigé en extra, pour les fosses de plus de 5 m³.

Les frais en extra seront facturés directement aux citoyens par la MRC de Coaticook.

ARTICLE 9 TARIF POUR L'ENLÈVEMENT ET LE TRANSPORT DE LA CUEILLETTE DES PLASTIQUES AGRICOLES

Le tarif pour le service de l'enlèvement et du transport des plastiques agricoles pour l'année 2025 est fixé à **284,15 \$** par utilisateur du service, conformément aux inscriptions en vigueur à la MRC de Coaticook.

ARTICLE 10 APPLICATION

Aux fins de l'application des articles 3, 4, 5, 6, 7 et 8 ci-dessus, les taxes et tarifs doivent, dans tous les cas, être facturés aux propriétaires de l'unité d'évaluation.

ARTICLE 11 MODALITÉS DE PAIEMENT

Les modalités de paiement des taxes, tarifs et compensations prévues au présent règlement sont les suivantes :

11.1 Tout compte de taxes, tarifs et compensations dont le total n'atteint pas 300 \$, le compte doit être payé en un seul versement le ou avant le 30^e jour qui suit l'expédition du compte;

11.2 Tout compte de taxes, tarifs et compensations dont le total est égal ou supérieur à 300 \$, le débiteur a droit de les payer, à son choix, en un, en deux, en trois ou en quatre versements comme suit :

11.2.1 Les versements sont tous égaux;

11.2.1.1 Le premier versement doit être payé le ou avant le 30^e jour qui suit l'expédition du compte de taxes;

11.2.1.2 Le deuxième versement doit être payé le ou avant le 60^e jour qui suit le dernier jour où peut être fait le premier versement;

11.2.1.3 Le troisième versement doit être payé le ou avant le 60^e jour qui suit le dernier jour où peut être fait le deuxième versement;

11.2.1.4 Le quatrième versement doit être payé le ou avant le 60^e jour qui suit le dernier jour où peut être fait le troisième versement;

11.3 Tout compte de taxes complémentaires, tarifs et compensations émis à la suite d'une révision, et dont le total est inférieur à 300 \$, doit être payé en un seul versement le ou avant le 30^e jour qui suit l'expédition du compte;

11.4 Tout compte de taxes complémentaires, tarifs et compensations émis à la suite d'une révision, et dont le total est égal ou supérieur à 300 \$, le débiteur a droit de les payer, à son choix, en un ou deux versements comme suit :

11.4.1 Le premier versement doit être payé le ou avant le 30^e jour qui suit l'expédition du compte de taxes;

11.4.2 Le deuxième versement doit être payé le ou avant le 90^e jour qui suit le dernier jour où peut être fait le premier versement;

ARTICLE 12 PAIEMENT EXIGIBLE ET TAUX D'INTÉRÊT

Le conseil décrète que lorsqu'un versement n'est pas acquitté à son échéance, seul le montant du versement est alors exigible et **porte intérêt à raison de dix-huit pour cent (18%)** par année à compter de sa date d'échéance.

ARTICLE 13 ESCOMPTE

La Municipalité alloue un escompte de deux pour cent (2%) à tout contribuable ayant un compte de taxes annuelles de plus de 300 \$ et qui paie le montant total de ses taxes municipales annuelles le ou avant la date d'échéance du premier versement de taxes annuelles décrétées au présent règlement.

Afin d'éviter les erreurs et les frais potentiels, l'administration devra recevoir le paiement au bureau municipal dans les délais requis afin de bénéficier de cet escompte.

Cet escompte sera également appliqué sur les paiements expédiés par courrier, lorsque le paiement est **reçu** au bureau de la municipalité dans les délais requis.

ARTICLE 14 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi.

11 DIVERS

12 PÉRIODE DE QUESTIONS

Pas de questions.

13 CLÔTURE ET LEVÉE DE LA SÉANCE

Rés. 2025-01-31

Proposé par Jean-Marie Lefebvre, appuyé par, Nancy Picard **adoptée** à l'unanimité, et résolu ;

DE fermer l'assemblée. Il est 21 h 41.

Étienne Loignon Buteau
Directeur général et greffier-trésorier

« Je, Pamela B. Steen, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du Code municipal ».

Pamela B. Steen
Mairesse